

KOMITÉ POPILE

jik an bout!



Responsable de publication : Jean ABAUL – Contact : 0696 41 41 32 / cncpmartinique@gmail.com

EDITORIAL

« Manjékocho* » EN REPUBLIQUE BETTERAVIERE

Les scandales éclaboussant la Macronie et plus généralement le « Régime Français » viennent régulièrement nous rappeler le caractère hypocrite des déclarations de ces gouvernants du « vieux continent » qui s'arrogent le droit d'évaluer le niveau de démocratie dans les autres pays du monde et de donner des leçons de « gouvernance » à ceux qu'ils considèrent comme des sous-états.



Pour commencer une question de vocabulaire. De plus en plus nombreux sont ceux qui dénoncent cette réalité que, dans la langue des colonialistes occidentaux, le lexique traduit leur volonté de désinformation, de domination et de ségrégation raciste. Le qualificatif de « république bananière » en est une cinquantaine illustration : Croyez-vous vraiment que ce soit un hasard qu'il soit systématiquement utilisé par l'intelligentsia et les médias occiden-

taux ? Chacun sait, qu'historiquement, ce n'est pas dans les pays colonisés du tiers monde, producteurs de banane, qu'ont d'abord sévi les dérives autocratiques, le népotisme, la corruption, la collusion entre les chefs d'état et les aristocraties économique ou financière, etc. Aussi, concernant le « manjékocho » dans lequel patauge la France actuellement, il est plus adéquat de parler de « république betteravière », tant il est vrai que la collusion entre les gou-

vernements de ce pays avec les lobbies représentant les gros capitalistes de l'agriculture ne s'est jamais démentie.

Ces derniers mois ont été riches en exemples concernant la vraie nature du régime français. Rappelons-en quelques uns :

- les frasques de l'ex-ministre François de Rugi qui organisait de fastueux repas et embellissait son logement au frais des contribuables ...blanchi par ses pairs !
- les méfaits de Castaner, ministre de l'intérieur, le même qui était chargé lors d'élections passées de distribuer des BD pornos pour discréditer une candidate et qui décore des policiers violents épinglés par l'IGPN !
- le procureur de Nice qui avoue avoir menti pour protéger Emmanuel Macron !
- la mise en examen de Richard Ferrand, Président de l'Assemblée Nationale pour prise illégale d'intérêt (à qui Macron réaffirme son soutien) !

- les turpitudes du délinquant Benalla, qui avait usurpé les attributs de la police pour se livrer à des violences contre des manifestants, avant de mentir effrontément à la « représentation nationale », qui bénéficie de sa liberté de mouvement au point de faire fructifier ses sociétés de vigiles en Afrique et de lancer des défis au combat à un détracteur de son ami Président !

Ces quelques exemples concernent le régime Macronien, mais, les innombrables scandales politiques dont est émaillé le passé du « régime français » sont largement édifiants : Des diamants de Giscard D'estaing, aux trafics de Cahuzac, en passant, sous Mitterand, par l'affaire des écoutes de l'Elysée et l'attentat commandité contre le Rainbow Warrior qui a coûté la vie à un photographe, la liste est loin d'être exhaustive ! La « démocratie » dont ils ne cessent de se vanter est celle des faux-électeurs de Paris, des emplois fictifs, de la corruption, de la fraude fiscale ou du financement nébuleux des campagnes électorales. Eric Woerth, François Fillon, Nicolas Sarkozy, les

Balkany ne sont que les têtes d'affiche qui se laissent épinglez.

Mais, les activités criminelles encore vont plus loin : on pense, par exemple, au meurtre du ministre Robert Boulin ou aux scandales liés aux ventes d'armes illégales et autres rétro-commissions.

Plus grave encore : En République betteravière, des populations sont cyniquement assassinées sur l'autel du profit ! De nombreux scandales sanitaires ont été rendus possibles par le comportement des autorités :

Celui de la transfusion de sang contaminé entre 1985 et 1991 ; celui de l'amiante au sujet de laquelle les premières alertes ont été lancées ...en 1906 ; celui des hormones de croissance dont les risques étaient signalés dès les années 80 ; ceux de la « vache folle », du médiateur, des vaccins impropres, des implants mammaires dangereux, etc. Ajoutons, celui qui concerne notre pays : cette criminelle dérogation accordée par les autorités françaises pour l'épandage de chlordécone, produit interdit en France dont l'extrême dangerosité était connue. Résultat : la

pollution de 2/3 des terres, des cours d'eau et des mers environnantes ; 80% de la population impactée, un record mondial des cancers de la prostate.

Ce qui explique toutes ces abominations, c'est le fait que les autorités font prévaloir, au détriment de l'intérêt des populations, leur collusion avec les grands groupes qui contrôlent le marché de la santé et qui, privilégiant la recherche de profits, se moquent du principe de précaution.

En définitive, s'il est vrai que la corruption et les déviances ont pu exister dans toutes les sociétés humaines, on est forcé de constater que dans ce monde « globalisé », les minorités qui contrôlent le pouvoir aujourd'hui les ont érigées en système. Derrière le paravent des institutions et les écrans de fumée idéologiques destinés à aveugler l'opinion publique, au-delà des scandales qui occupent régulièrement l'actualité, croupit la scélératesse des classes dominantes, leur idéologie prédatrice et les politiques ultralibérales qu'imposent leurs gouvernements.



Avec ces affiches chocs, « Médecins du monde » voulait alerter contre les prix abusifs de certains médicaments.

Pour protéger les laboratoires pharmaceutiques, les autorités ont censuré leur publication.

(*) Manjé-kochon : En créole Martiniquais, cette expression désigne la nourriture mélangeant tous les restes et qui est destinée aux porcs, puis, par extension, toute situation d'imbroglio.



PAWOL FONDOK

On respecte un homme qui se respecte lui-même.

Balzac

UNE DIGNE COMMEMORATION DE L'INSURRECTION DE SEPTEMBRE 1870

Rendant compte des événements qui ont embrasé le sud de la Martinique du 21 au 23 septembre 1870, Menche de Loisne, gouverneur français de Martinique à l'époque, en a parlé comme « *L'insurrection la plus redoutable qui ait menacé l'existence d'une de nos grandes colonies, depuis la révolte de Saint-Domingue.* » Si cette révolte a été écrasée dans le sang par l'armée française, appuyée par des milices de supplétifs locaux, elle est une illustration du courage dont le peuple Martiniquais, dans ce cas précis des femmes et de la jeunesse de notre pays, a pu faire preuve dans le combat contre l'oppression coloniale. Cette année, le PKLS qui depuis plus d'une trentaine d'année organise des activités pour commémorer l'insurrection du sud, a initié deux belles activités avec le soutien de quatre autres organisations (MODEMAS, IKIMA, MPREOM et CNCP). Ci-dessous, le compte-rendu réalisé pour Jik An Bout par Gérard, un des participants.

« Le samedi 21 septembre 2019, les organisations s'étaient donné rendez-vous à la maison des syndicats de Fort-de-France.

A 8h30, les délégations (une trentaine de personnes) parcourut la centaine de mètres qui conduisait à la stèle érigée à la mémoire de nos glorieux ancêtres combattants de 1870 au polygone du Jardin Desclieux.



Le drapeau rouge-vert-noir s'éleva et, comme le vent était de la partie, flotta majestueusement.



Après le lever du drapeau national au son de la conque de lambi, une gerbe fut déposée sur la stèle et des militants de chacune des organisations prirent la parole pour glorifier la lutte de nos ancêtres, pour exhorter à la continuer aujourd'hui, enfin, pour appeler à se démarquer de ceux qui jettent de la poudre aux yeux ou qui tendent à emmener le peuple vers des voies de garage. Ce fut alors la dispersion.

Dimanche 22 septembre 2019.

9h00.



Une caravane de voitures, ornées chacune d'un drapeau rouge-vert-noir, quittait à allure modérée la place du Nèg Mawon au Lamentin.

L'objectif était de parcourir quelques-uns des lieux où se sont déroulés les faits les plus marquants lors de ces événements de 1870. Au passage de la caravane, quelques coups de klaxon amicaux ou un petit signe de la main, faisant écho aux messages diffusés par la sono installée sur la voiture de tête, nous font chaud au cœur.

« Nous arrivons au bourg de Ducos et stationnons quelques minutes devant l'église. Quelques tracts sont distribués mais la foule se fait rare et nous repartons vers Saint-Esprit. Une pluie intense s'abat sur nous et nous traversons la ville, toujours à faible allure, en direction du quartier Régale. Arrivés au lieu-dit « Croix Codé », nous stationnons près de quarante-cinq minutes et une première prise de parole est faite. Nous descendons ensuite vers Rivière-Pilote jusqu'au quartier « Fougainville » et nous nous rendons à la maison de l'exploitant agricole Romain Bellay. Après une petite pause boisson, nous partons en procession vers une stèle, à un petit kilomètre de là, érigée en altitude, par des militants patriotes à la gloire des combattants et des morts lors de l'insurrection de Septembre 1870. S'en suit une brève intervention et quatre gerbes y sont dépo-

sées par des militants des organisations présentes. La cérémonie s'achève par un moment de recueillement.

De retour chez Romain Bellay, une petite collation, très conviviale nous attendait.

Puis, les participants furent conviés à une conférence-débat animée par Alex Ferdinand. Ce dernier s'attacha à montrer le contexte dans lequel les événements se sont déroulés, leur inscription dans le concert des luttes dans tous les pays de la région, y compris ceux du continent, la férocité de la répression des colonialistes aux abois et les leçons à tirer pour notre pays aujourd'hui. Il fit ressortir que tout n'avait pas encore été dit par les historiens, loin s'en faut. Il souligna la nécessité de tout mettre en œuvre afin que les scolaires (écoliers, collégiens, lycéens) puissent s'approprier cette période de notre histoire.

Comme le firent remarquer les organisateurs, une telle journée ne demande qu'à être renouvelée, d'autant plus que, l'an prochain, ce sera le 150^e anniversaire de 1870. Je suis sûr que tous les participants garderont ce jour en mémoire et sont rentrés chez eux revigorés dans leur engagement pour la libération de notre pays. »



SUGGESTION DE LECTURE

☞ <https://www.bastamag.net/> Baisse des pensions, creusement des inégalités : ce qu'annonce le projet de réforme des retraites par Rachel KNAEBEL

☞ www.cadtm.org/Francais/ La Via Campesina appelle à la mobilisation contre l'OMC et les accords de libre-échange par La Via Campesina

♦Création du « Comité Dolor Banidol pour la vérité sur le crash du 3 décembre 1969 »

« *Jik An Bout* » reprends ci-dessous le communiqué annonçant la création par plusieurs organisations et des membres de la famille Banidol d'un comité pour exiger la vérité sur le crash du 3 décembre 1969. Nous tacherons de vous informer régulièrement sur son action et les résultats obtenus.



Le 3 décembre 1969 le Boeing assurant le vol AF 212 s'écrasait au large de Caracas une minute après son décollage de l'aéroport Simon Bolivar avec ses 62 passagers et membres d'équipage. Les interrogations émises à l'époque prennent aujourd'hui la dimension de sérieuses présomptions d'attentat qui pourrait avoir visé deux éminents dirigeants des partis communistes martiniquais (Dolor Banidol) et Guadeloupéen (Euvremont Gène), de retour d'un congrès du parti communiste chilien à Santiago du Chili. Un communiqué des syndicats d'Air France publié il y a 2 ans,

signale qu'un document du Bureau d'enquête sur les accidents aéronautiques (BEA), classé secret défense, évoque une " forte probabilité que l'accident soit imputable à l'explosion d'une bombe dans le puits du train gauche de l'avion ". Les résultats de l'examen des restes des corps des deux responsables politiques plaident, également selon les dires d'un médecin les ayant examinés à l'époque, en faveur de cette thèse.

Ce lundi 2 septembre 2019 un comité a été créé en Martinique pour mener campagne pour la vérité dans ce dossier, entre autres avec la levée, 50 ans après, de ce curieux secret-défense et pour honorer la mémoire des victimes parmi lesquels D. Banidol et E. Gène.

Ce comité, initié par des représentant-e-s de la famille et des ami-e-s de Dolor Banidol, l'un des avocats des familles, l'APASSEE, la CDMT, le G.R.S, le PCM, PÉYI-A, le PKLS, est ouvert à toutes les

organisations et personnes se reconnaissant dans ce combat.

Son adresse mail est comitebanidolcrash1969@gmail.com.

Il entre immédiatement en contact avec ses homologues en Guadeloupe et en France.

Nous invitons d'ores et déjà la population à deux manifestations :

- le 18 septembre à 18h à la bibliothèque du François pour une évocation plus complète du dossier et la présentation du parcours et de l'homme Dolor Banidol.
- le 21 septembre à 10h pour un dépôt de gerbe sur la tombe de Dolor Banidol au cimetière du François à l'occasion de sa date anniversaire

Honneur à nos disparus ! La vérité doit éclater !

♦ Juan Guaidó démasqué !

Juan GUAIDO, la marionnette autoproclamée de Washington, était déjà connu pour sa collusion avec les bandes violentes qui sévissaient au Venezuela ; depuis le 13 septembre, date à laquelle le ministre de l'intérieur et le Procureur Général du Venezuela ont présenté à la

presse les preuves de ses contacts avec une bande de narcotrafiquants et paramilitaires colombiens, « Los Rastros », ses amis occidentaux font le dos rond.

En effet, Guaidó, soutenu et « reconnu » par les USA, l'union Européenne et les gouvernements anti

populaires de la région avait pour mission de saboter la Révolution Bolivarienne. Mais, le gouvernement et le peuple vénézuélien ont su résister et il s'est révélé être une mauvaise carte.

Sur ces photos, Juan Guaidó pose avec deux membres identifiés d'une organisation Criminelle de Colombie, des paramilitaires narcotrafiquants, « los Rastros ».



Et maintenant que des preuves compromettantes commencent à circu-

ler, on en parle moins. Guaidó ne nie pas l'authenticité des clichés

mais se défend en arguant qu'il « ne demande pas leurs antécédents à ceux qui veulent une photo. » La belle affaire ! Ce sont les « Rastros » qui, au moment où les USA organisaient leur fameuse opération prétendument humanitaire qui devait servir de prétexte à l'agression militaire, ont permis son exfiltration vers la Colombie alors qu'il était interdit de sortir du territoire vénézuélien. Qui peut croire que les services secrets étatsuniens n'ont rien à voir avec la présence autour de Guaidó, de narcotrafiquants officiellement fichés ?

Et maintenant, Macron va-t-il exiger une enquête indépendante et remettre en cause son soutien au comparse des Rastros ?

♦ Ce que peut se permettre un recteur-administrateur aux colonies



Qui oserait prétendre qu'un Recteur d'Académie agirait de la sorte en « métropole » ? (au sens colonial du terme). Le lundi 2 septembre 2019, Pascal JAN, Recteur officiant en Martinique, accompagné du Préfet représentant l'Etat Français, annonçait la création d'un CFA dit acadé-

mique au lycée professionnel Dumas Jean-Joseph. Quel irrespect à l'égard des élus (es) de Martinique !

L'administrateur ne peut ignorer que la formation professionnelle relève de la compétence de la CTM. De quel droit prend-il cette décision et dispose-t-il du matériel fourni par cette collectivité sans l'avoir sollicité ?

Autre fait d'arme : Le mardi 3 septembre 2019, les enseignants du LGT Frantz Fanon découvrent que les premières STMG de l'établissement devraient compter 37 et 38 élèves. Relevant l'incapacité de travailler dans de telles conditions (exiguïté, manque de matériel, etc.) et refusant de dis-

penser une pédagogie au rabais, ils exigent la réouverture d'une troisième classe que le même recteur avait décidé de fermer en juillet dernier.

Voici la solution retenue par le Recteur, visiblement plus préoccupé par ses jongleries budgétaires que par l'avenir des jeunes de la jeunesse de Martinique : faire monter les élèves redoublants des premières concernées en terminale et les inciter à partir au Lycée du Lorrain dont les classes sont moins chargées. Quid de l'autorité des Conseils de classe ? Quid de la prise en compte de l'intérêt des élèves ?





LE SABOTAGE DEFINITIF DES RETRAITES EST EN COURS

Quand, à la fin des années 70, les organisations indépendantistes ont commencé à s'imposer dans le paysage politique martiniquais, une campagne de désinformation massive a été déclenchée par les colonialistes et les réactionnaires locaux sur le thème : « Avec l'indépendance la Sécurité Sociale et les retraites disparaîtront ! ». Aujourd'hui, les faits montrent que c'est en restant soumis à la domination coloniale de la France que nous connaissons assurément la suppression de tous les dispositifs de protection sociale dont bénéficiait la population.



La Martinique n'est pas encore indépendante et pourtant il est évident, qu'après le sabotage de la Sécurité Sociale (via le déremboursement des soins et des médicaments), qu'après la mise à mal du système d'indemnisation du chômage (via le durcissement des conditions d'accès et la diminution des sommes versées), le régime français à entrepris de mettre définitivement fin au système de retraite qui avait été imposé par de longues et douloureuses luttes syndicales*¹.

Les premiers coups ont été portés en 1993 sous François Mitterrand. Depuis, le démantèlement a été successivement orchestré par Chirac, Sarkozy et Hollande. Aujourd'hui, c'est Macron, fervent représentant des multinationales et de la finance, qui est chargé de la mise à mort définitive du système de retraite*². Tout ce sabotage qu'ils osent qualifier de « ré-

forme » s'appuie sur une constante : rallongement de la durée du temps de travail et réduction du niveau des pensions !

Derrière la propagande, une véritable arnaque !

Leurs propagandistes - politiciens, économistes et journalistes - se relaient sur la scène pour justifier les mauvais coups : Leurs maîtres n'auraient pour but que « d'équilibrer les caisses et de garantir une retraite aux générations futures ». « Le nombre des actifs diminuant, les cotisations ne suffiraient pas à garantir de pensions au nombre croissant de retraités, disent-ils. » Et puis, « Il faut corriger les « inégalités » entre les couches de la population causées par le trop grand nombre de régimes qui permet à certains de percevoir de plus grosses pensions. » Leurs motivations seraient donc la générosité et le dé-

sir d'équité ! En vérité, c'est à une véritable arnaque que se livre le régime français. En quoi consiste, en effet, la prétendue « réforme » ?

1- Supprimer les « régimes spéciaux »

Sous prétexte d'égalité, il s'agirait de supprimer les avantages acquis de haute lutte par les salariés pour compenser la pénibilité de leur travail. L'entreprise de diabolisation des corporations concernées s'appuie sur la caricature. Par exemple, un cheminot devrait voir sa pension rabotée, au prétexte qu'il ne souffre plus physiquement. Le fait que, dans le temps d'activité, il soit corvéable à merci et que sa vie de famille en soit lourdement impactée, les nantis s'en moquent royalement ! Une deuxième escroquerie se cache derrière le « régime unique » projeté : Le régime de certaines professions est équilibré et dispose de réserves financières importantes (Par exemple celui des avocats). Non seulement le gouvernement veut faire main basse sur ce pactole mais, surtout, il veut pousser les personnes concernées à se tourner vers le secteur privé de la banque-assurance.

Pour démasquer l'arnaque, il suffit de poser une simple question : le régime spécial qui garantit aux

grands patrons du CAC 40 des retraites chapeau et des indemnités mirobolantes sera-t-il fondu dans le « régime unique »*³ ? La réponse est bien sûr que non !

2- Mettre en place un régime unique par « points »

Avant l'offensive libérale, le montant de la pension était calculé sur les dix meilleures années de carrière. La première attaque a consisté à faire le calcul sur 25 ans (donc à inclure les bas salaires du début de carrière pour baisser le montant de la pension). Avec le régime par points, les pensions seraient calculées en fonction des sommes cotisées sur l'intégralité de la carrière.

Les cotisations seront calculées à partir d'un taux unique de 28,12% qui sera appliqué sur les salaires à partir de janvier 2025. Sur ces 28,12%, seuls 25,31% donneront droit à des points. Les 2,81% restants participeront au financement du système. Arnaque !

Au démarrage de la réforme 10 euros cotisés permettraient d'acquérir 1 point. 1 point acquis serait converti en 0,55€ de retraite. Arnaque encore ! Le plan du gouvernement prévoit que «*Le rendement définitif ne pourra être acté qu'en 2024 en fonction des hypothèses économiques qui prévaudront alors*». Autrement dit, on ne peut absolument pas présumer du montant de pension qu'on percevra. Tout dépendra du climat économique, des aléas de la démographie ou des objectifs budgétaires fixés par le gouvernement !

3- Fixer un « âge pivot » de 64 ans pour bénéficier d'une retraite à taux plein

Arnaque ! Ce que le gouvernement présente comme étant une liberté de choix donnée, n'a pour but que de repousser l'âge du départ à la retraite, sachant que beaucoup partiront avant et subiront un malus. Voilà ce qui est prévu : «*Ceux qui le souhaiteront pourront toujours partir à 62 ans, mais avec moins de points accumulés. S'y ajoutera une décote de 5% par année en dessous de l'âge pivot ! A l'inverse, une majoration de 5% sera accordée pour chaque année au-delà de l'âge pivot.*» On sait que la tendance est au licenciement de masse et qu'il est impossible d'être réembauché au-dessus de la cinquantaine*⁴. On sait aussi que l'espérance de vie en bonne santé en France est inférieure à 64 ans en moyenne*⁵.

Le véritable problème et la véritable solution

Expliquer toutes ces mesures scélérates par des histoires de nombre d'actifs par rapport aux nombres de retraités relève de l'escroquerie intellectuelle.

Depuis 1960, la productivité a été multipliée par 5, ce qui signifie qu'un actif de 2010 produisait déjà 5 fois plus de richesses qu'un actif de 1960 et les experts estiment qu'à l'horizon 2030, la productivité aura encore doublé.

Cela signifie simplement que le seul véritable problème est le pillage par les vampires capitalistes des richesses créées par les travailleurs et que la seule solution est d'imposer qu'une part plus importante de celles-ci soit affectée au financement des retraites. Le chantage à la « responsabilité » qui est servi par le gouvernement quant à la nécessité de résorber le « déficit des caisses » ou du « budget de la nation » est totalement indécent. Ces gens font des cadeaux fiscaux aux plus riches, gaspillent des milliards dans l'armement et les interventions militaires, ne mènent aucune action sérieuse contre la fuite des fortunes dans les paradis fiscaux et ils ont le toupet de donner des justifications morales au racket des couches populaires. La preuve est faite, une fois de plus, que c'est le système capitaliste qui doit être éradiqué !



*¹ Rappelons, au passage, aux anti-indépendantiste que les différents dispositifs de la Sécurité Sociale ont été étendus dans notre pays, bien après leur instauration en France et ce grâce au combat des communistes qui étaient accusés à l'époque par les patrons et les assimilationnistes de vouloir priver les travailleurs d'une partie de leur salaire.

*² Constat : les gouvernements français, qu'ils soient de « gauche » ou de « droite » sont les défenseurs de sauvages politiques ultralibérales.

*³ Un seul exemple : 21 millions d'euros mis de côté par PSA pour le départ du PDG, Philippe Varin !

*⁴ 6 salariés sur 10 sont hors emploi à l'âge de la retraite et, en moyenne, les seniors sont écartés de l'emploi à 58,5 ans.

*⁵ Voir article sur www.bastamag.net/article/Baisse-des-pensions-creusement-des-inegalites-ce-qu-annonce-le-projet-de-reforme-des-retraites.

Priscillia LUDOSKY

Priscillia Ludosky s'est fait connaître en 2018 en lançant une pétition « pour une baisse des carburants à la pompe ». Celle-ci avait été signée par près d'un million de personnes. Depuis, elle fait partie de l'équipe qui coordonne l'action des « Gilets Jaunes » en France. Elle a fait une intervention à l'occasion de la 84^e Fête de l'Humanité qui, selon nous mérite d'être connue. (Source People Bô Kay)



« De belles choses ont eu lieu durant ces 3 jours : rencontres entre tous profils, politiques, syndicats, associations et autres ...

Tous réunis à la fête de l'huma pour passer un moment de solidarité et de fraternité et pour parler de luttes, de solutions, de problématiques, dans la joie et la bonne humeur, pendant que ceux qui nous poussent à lutter dépassent un peu plus chaque jour les limites de l'acceptable.

10 mois, que je milite au sein du mouvement des Gilets Jaunes qui sont traités de racistes, antisémites, opposants politiques, complotistes, xénophobes... parce qu'ils alertent sur des sujets qui dérangent ! Parce qu'ils disent la vérité.

10 mois que nous demandons plus de démocratie car elle n'existe plus. On nous dit votes et fermes là ! On refuse de prendre en compte le taux d'abstention et le taux de votes blancs qui expriment un rejet complet de notre système politique et des offres proposées ! Quand une population exprime un rejet on n'a pas le droit de l'ignorer !

Et pendant leurs mandats aucun outil ne nous permet en tant que citoyens de sévir en cas de dérives. Toi, quand tu fais mal ton travail, tu reçois un blâme, un avertissement, une convocation et des sanctions !

Eux, sont tellement confiants qu'ils pratiquent la fraude fiscale, l'évasion fiscale, le détournement

de fond, le blanchiment et toi petit citoyen au moindre

impayé, tout te tombe dessus, service de recouvrement, huissier, saisies et j'en passe ! Eux qu'ont-ils ? Un chèque de remerciement, une mutation au sein du gouvernement et sont protégés ! Même condamnés ils conservent leur poste.

10 mois que nous demandons plus de justice fiscale car il y a trop d'inégalités et c'est inacceptable.

Quand les petites entreprises qui paient 33 % d'impôts cesseront d'accepter que les google et cie paient 1 % ou 3% de taxes ? Pourquoi tout le monde paie le même taux de TVA alors que tout le monde ne gagne pas les mêmes revenus ?

10 mois que nous demandons de cesser la casse des services publics (+ de 200 services d'urgence ont été en grève, les pompiers, les professions libérales et d'autres...) et la vente des biens du pays : après les autoroutes, c'est au tour des aéroports de paris, puis de fdj et bien d'autres. Déjà plus de 700 000 signatures pour obtenir un referendum pour empêcher cette vente mais bien entendu les médias et le gouvernement n'en parlent pas pour que vous ne puissiez pas aller voter sur le site !

10 mois que nous demandons plus d'engagements visant à protéger l'environnement car quand nous,

nous polluons nous sommes sanctionnés par l'augmentation des taxes comme celles sur l'essence (60% de taxes soumises en plus à la tva), alors qu'il n'y a pas de taxe sur le kérosène, ni sur le fioul maritime, mais les grands du CAC 40, les laboratoires pharmaceutiques, les industriels qui polluent sans relâche ne sont pas inquiétés pire ils reçoivent des faveurs fiscales.

Bien entendu quand on dénonce tout ça par des manifestations ou des actes de désobéissance civiles tous les moyens sont bons pour nous faire taire. La répression patronale, judiciaire et policière et la manipulation de l'information via les grands médias sont leurs outils de dissuasion et maintiennent les gens dans la peur afin qu'ils n'aillent pas ou plus manifester.

J'ai une question : à quel moment a t'on réussi à faire croire à chacun qu'un jeune qui conduit sans casque dans son quartier est un dangereux criminel à abattre et que celui qui vole, détourne et blanchit l'argent public est dans son droit et peut obtenir un poste au sein du gouvernement ?

A quel moment on laisse une certaine frange de la police procéder à des chasses à l'homme dans les banlieues et à mutiler les gilets jaunes lors des manifestations ? »

AGENDA



LES DIMANCHES DE 8H30 À 11H45
SYNTHÈSE DE L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE
ECHANGES AVEC LES AUDITEURS
SUR RFA RADIO 05 96 03 14 03



88.3 MHz - 93.6 MHz - 105.9 MHz

Sur le net : www.web-rfaradio.com



A découvrir sur www.jikanbouttv.com



- *Le sabotage définitif des retraites est en cours*
- *Vous voulez vraiment arrêter le cycle de violence : débarrassez-vous du colonialisme et du capitalisme !*

Pour nous contacter : jikanbouttv@gmail.com



Ce journal vous a été offert par le C.N.C.P
(Conseil National des Comités Populaires)

